



**FORMULAIRE A RENVOYER PAR LE PROPRIETAIRE
APRES RACCORDEMENT
au réseau public d'assainissement,
à l'adresse suivante:
Communauté d'Agglomération du Grand Avignon
Services techniques
320, chemin des Meinajariès
AGROPARC BP 1259
84911 AVIGNON Cedex 9
Ou par courriel : contactpfac@grandavignon.fr**

RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC DE COLLECTE DES EAUX USEES

ET DECLARATION DE LA SURFACE DE PLANCHER

Je soussigné(e) : NomPrénom :

Date et lieu de naissance (JJ/MM/AAAA) :

NB : Attention, si vous n'êtes pas le propriétaire, merci de nous transmettre les coordonnées de ce dernier :

.....
.....

Domicilié(e) : N°.....Rue.....

Code postalCommune.....

TelCourriel.....

Déclare à la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon le raccordement au réseau public d'eaux usées en date du de l'immeuble situé :

N°..... Rue.....

Code postalCommune.....

Parcelle cadastrale :Lot(s) le cas échéant :

Destination(s) du bâtiment et déclaration de la surface de plancher :

Cocher la ou les case(s) correspondante(s)	Destinations	Déclaration de la surface de plancher (R112-2 du Code de l'Urbanisme) Une fiche d'aide au calcul de la surface de plancher est jointe au présent formulaire.
	Habitationm ²
	Hébergement hôtelierm ²
	Bureauxm ²
	Commercem ²
	Artisanatm ²
	Industriem ²
	Entrepôtm ²
	Exploitation agricolem ²
	Service public ou d'intérêt collectifm ²

Le déclarant certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans ce formulaire

Fait àLe.....

Signature :

Les données recueillies dans le cadre du présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné précisément à permettre le raccordement au réseau public de collecte des eaux usées ainsi que le prélèvement de la PFAC. Le responsable de ce traitement est la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon. Ces opérations de traitement seront plus particulièrement effectuées sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles, en la personne de la SCP SEBAN & ASSOCIES, domiciliée 282 Boulevard-Saint-Germain à Paris (75007), représentée par Me Aloïs RAMEL, que vous pouvez contacter, pour exercer vos droits ou pour toute question sur ce traitement de vos données, par courriel à l'adresse électronique suivante : dpd@seban-associes.avocat.fr ou par voie postale à l'adresse indiquée. La base légale de ce traitement est son caractère nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont est investi le responsable du traitement (article 6.1 e) du RGPD). Ces données ne seront pas utilisées à d'autres fins que celles surexposées. Les destinataires de ces données sont les agents du Grand Avignon des services techniques, et notamment du pôle assainissement, les agents habilités du service finances, les agents habilités du Trésor Public. Les présentes données pourront également être consultées par les délégataires chargés de la mise en œuvre des présents services, à l'exception des données de cadastre et des données financières ou relatives au recouvrement. Les données relatives à l'identité du propriétaire sont mises à jours régulièrement. Les autres données, relatives au bien et aux caractéristiques de son système d'assainissement, sont conservées sans limitation de durée. Conformément à la réglementation relative à la protection des données et notamment au Règlement général sur la protection des données (Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016), vous bénéficiez, à tout moment, dans le cadre du présent traitement, du droit d'accès aux données à caractère personnel vous concernant, du droit à leur rectification ou leur effacement, ou encore d'un droit de limitation et d'opposition à leur traitement. Pour exercer un de ces droits, vous pouvez adresser directement votre demande par courrier postal au siège du responsable de traitement (Communauté d'Agglomération du Grand Avignon – Service juridique - 320, chemin des Meinajariés - AGROPARC - BP 1259 84911 - AVIGNON Cedex 9) ou à l'adresse électronique suivante : dpd@grandavignon.fr ou saisir le délégué à la protection des données désigné par elle (coordonnées précitées). Si vous estimez, par ailleurs, après cette prise de contact, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données, il vous est possible d'adresser une réclamation à la CNIL.